

Des stages toujours dans les cartons ?

Fin mars, le SYNEP CFE-CGC vous annonçait que les stages obligatoires, prévus pour les élèves des classes de seconde du 17 au 28 juin, se précisaient.



A quelques semaines du démarrage de ces stages, de nombreux jeunes sont en train d'essayer déconvenues sur déconvenues (et leur famille aussi !). Comme nous l'avions signalé, c'est une période où d'autres élèves doivent aussi effectuer des stages et bien souvent les lieux susceptibles de pouvoir accueillir des jeunes ont déjà leur « quota ».

Et donc pour eux, les cartons sont vides !

Bien évidemment, cette problématique a déclenché l'ire des différentes parties concernées : élèves, familles mais aussi chefs d'établissement. Si certains ont anticipé en s'engageant dans un SNU (service national universel), ou faute de mieux, d'autres déplorent (notamment les familles) leur manque de réseau et les élèves de devoir réaliser un stage dans un domaine qui ne les intéresse pas. Quant aux chefs d'établissement qui ont « d'autres chats à fouetter » en ce moment (mise en place du « choc des savoirs » pour la rentrée, organisation des épreuves du baccalauréat et du brevet des collèges, gestion de la fin d'année scolaire), ils sont bien en peine de venir en aide aux élèves et se disent navrés de ne pouvoir le faire.

Quant à la plateforme « 1 jeune 1 solution », les offres étaient tellement faméliques qu'il ne fallait absolument pas compter sur ses services. Gabriel Attal qui en avait d'ailleurs fait la promotion aurait dû la nommer « 1 jeune 1 problématique » tant cela est désespérant.

Finalement, à vouloir « reconquérir le mois de juin », nos gouvernants étaient prêts à tout mais n'avaient rien anticipé...comme d'habitude ! Aujourd'hui, des milliers de jeunes se retrouvent sur le « carreau » et ce stage risque fort de se transformer en « stage Netflix » comme l'a annoncé une journaliste de BFM. Sauf que, lorsque Monsieur Attal a pris la décision d'envoyer tous ces élèves en stage, il a bien été précisé que « si l'élève ne trouvait pas de lieu d'accueil, il serait accueilli dans son établissement en bénéficiant de solutions en ligne de découverte des environnements professionnels et en y effectuant des recherches documentaires pour préciser ou parfaire son projet d'orientation » (*circulaire du 28 mars 2024*).

Le SYNEP CFE-CGC enjoint donc les familles à contacter le ministère de l'Éducation nationale en demandant que leur enfant réalise leur stage dans ses différents services et que ses personnels en assurent le suivi. Non seulement cela ôtera une « épine du pied » aux chefs d'établissement qui n'ont aucun personnel sous la main pour l'assurer mais en plus, ces jeunes pourront observer au plus près le travail de cette instance.

Cependant, nous ne sommes pas certains qu'ils en retirent un enthousiasme débordant !

Sylvie TUROWSKI

Opération



CACTUS



Ces derniers mois, les ENT (espace numérique de travail) de certains établissements scolaires ont été la cible d'actes de malveillance, conduisant la ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse à décider une fermeture temporaire de ces espaces à la fin du mois de mars.

Fort de ces événements, le ministère a donc réagi en sensibilisant les jeunes âgés de 11 à 18 ans (cibles majoritairement exposées aux risques cyber), affirmant même que leur entourage familial ne disposait pas de toutes les informations ni des réflexes à adopter pour protéger leurs enfants. Ainsi, notre ministère – très paternaliste- a lancé une opération en direction de ces jeunes notamment en simulant un hameçonnage.

Le but ? « Sensibiliser et responsabiliser les élèves en marquant leur esprit avec des messages forts dans une vidéo courte » (format le plus adulé par ces jeunes) et les inciter à la prudence de manière à ne pas s'exposer à être victime et le risque pénal encouru en tant qu'auteur.

Ainsi donc, l'opération « cactus » s'adresse prioritairement aux collégiens des académies de Versailles et d'Orléans-Tours. Ces derniers ont reçu un lien, via leur ENT, les incitant à cliquer pour se procurer des « jeux crackés (jeux piratés) et des cheats (codes de triche pour des jeux vidéo) gratuits ». Une fois « hameçonnés », un message vidéo de 1min15 les informe, les responsabilise et les dissuade de réaliser des actions illégales sur internet en faisant intervenir un champion de « e-sport » et gendarme de profession ainsi que la vice-procureure de la JUNALCO (juridiction nationale de la lutte contre la criminalité organisée) qui rappelle les peines encourues pour ce type d'infraction.

Si pour le moment, cette opération est réalisée de manière expérimentale et s'adresse à des académies volontaires, elle pourrait se généraliser à tous les établissements scolaires.

Le SYNEP CFE-CGC a regardé la vidéo et le projet de sensibiliser les jeunes à l'hameçonnage est louable. Or, force est de constater, que l'école est de nouveau sollicitée sur un sujet d'envergure qu'est la cyber-attaque et cela en dit long, peut-être, sur l'impuissance des instances concernées ! Le risque également est que ces jeunes qui pourraient être confrontés à de « vrais » hameçonnages, cliquent sur le lien se disant que c'est sans doute « pour de faux » et pour le coup, se faire vraiment hameçonner ! Rien n'est simple !

Sylvie TUROWSKI

* *

Dans sa grande générosité, le Gouvernement permet aux agents publics (et donc aux enseignants) d'exercer à titre accessoire une activité lucrative salariée d'agent privé de sécurité dans le cadre des jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 : Décret n° 2024-483 du 28 mai 2024

https://www.synep.org/decret_2024_483_du_28_mai_2024.pdf

* *

Billet d'humeur d'Evelyne du 2 juin 2024 :

Souhaits des profs : « pouvoir enseigner dans de bonnes conditions et être payés dignement » !

https://www.synep.org/evelyne_2024.htm#mksbnlwcqz